

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

EDITO,

par David Torrès.

Passer à l'offensive !

Cheminots en grève reconductible, mouvements sociaux dans l'ensemble de la fonction publique, blocage des universités contre la LRU, mouvement des magistrats ; force est de constater que le mouvement social a su reprendre du poil de la bête après les catastrophes électorales. Face à la vague de contre-réformes du gouvernement, la résistance s'est organisée, au moins dans la rue. La stratégie commune des directions syndicales qui vise à négocier en s'appuyant sur ce potentiel ne doit pas nous faire perdre de vue que le gouvernement ne cherche qu'à temporiser, pour éviter un scénario de « tous ensemble » qui le ferait perdre, et à conserver des cartouches pour mieux continuer son offensive contre les acquis sociaux.

Après les présidentielles, nombreux sont ceux qui commençaient à se demander où a bien pu passer la gauche dans notre pays : où sont passés ceux qui ont voté « non » au référendum sur le traité constitutionnel ? Où sont ceux qui ont fait reculer le gouvernement sur le CPE ? Où sont tous ceux qui ont continué, pendant toutes ces années de droite au pouvoir, à résister à l'offensive ? Auraient-ils baissé les bras ? Et bien non, « le peuple de gauche » n'a pas disparu. Abasourdi par l'élection de Sarkozy, le voilà qui relève la tête et qui commence à se rebiffer. Malgré ce que veulent nous faire penser les médias, la grève fut bien suivie, soutenue par une majorité des salariés ; les cheminots, fer de lance du mouvement, sont loin d'être découragés, leur capacité de mobilisation reste forte. La partie contre le gouvernement est engagée, pour autant, elle est encore loin d'être gagnée.

Gagner contre ce gouvernement !

L'attaque principale concerne les régimes spéciaux. Il est prouvé que cette « réforme » ne résout en rien les problèmes financiers de la sécu. On parle alors de réforme « symbolique », au nom de l'équité entre les salariés. Comme si ce gouvernement se souciait d'équité, lui qui veut mettre en place des fichiers ADN pour les étrangers après avoir bloqué le Smic, baissé les retraites, augmenté les franchises sur les soins, lui qui veut augmenter la TVA, tout en baissant les seuls impôts redistributifs, (les impôts sur les revenus), tout en faisant des cadeaux fiscaux aux plus riches... Le mouvement social que nous traversons (car ce n'est pas fini) est d'une importance politique capitale : si nous gagnons, Sarkozy sera probablement bloqué dans son programme antisocial et libéral, comme a été bloqué Chirac après 1995. En cas de défaite... il sera de plus en plus difficile d'arrêter le rouleau compresseur libéral !

Un nouveau tous ensemble !

Le seul but visé est de susciter la colère des travailleurs les plus organisés, les cheminots et les fonctionnaires en général, et de les affronter (suite page 2)



Dechezelles, Pivert, Guillet, 1^o mai 1947

*Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse :
tout un peuple est désormais en marche, d'un pas
assuré, vers un magnifique destin.*

*Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de
discipline qui s'étend sur le pays, oui, tout est possible
aux audacieux.*

*Tout est possible et notre Parti a ce privilège et cette
responsabilité tout à la fois, d'être porté à la pointe du
mouvement.*

*Qu'il marche! Qu'il entraîne! Qu'il tranche! Qu'il
exécute! Et aucun obstacle ne lui résistera!*

*CAR TOUT EST POSSIBLE, avec un tel Parti fidèle à
son objet, à sa structure et à ses principes.*

Marceau Pivert

Le Populaire

27 mai 1936

SOMMAIRE

Page 1 Edito, par David Torrès.

Page 2 A la manière de... par Ernest Simon.

Page 3 Retour sur le combat des cheminots,
par J-F Claudon.

Page 4 Contre la répression des étudiants.

Page 5 Europe : appel pour un référendum.

Page 6 Europe, et si nous osions l'utopie? par
Gwen-Haël.

Page 7 Bilan du congrès du MJS, par Ernest
Simon.

Page 8 Elle est où la gauche ? par Renaud
Chenu.

Page 9 Difficile de dire où va le PS, facile de
dire d'où il vient! par J-F Claudon.

Page 10 ADhaine, UIMM..., par Yoann

(Edito, suite de la page 1)

sur des revendications catégorielles en accusant chaque catégorie sociale engagée, par médias interposés, de corporatisme. Ainsi, il compte empêcher une riposte unitaire des travailleurs (du type nov/déc. 95) qui pourraient, ensemble, battre ce gouvernement.

A nous de ne pas nous laisser prendre au piège. On sait qu'il sera difficile de faire reculer ce gouvernement. Ils le disent eux-mêmes : « on ne lâchera rien ». Ils veulent l'épreuve de force, à nous de répondre. Avancer vers un nouveau tous ensemble, construire une riposte de tout le salariat, ce sera la seule façon de les faire reculer. Plus que jamais, pour battre ce gouvernement, l'Unité est nécessaire. L'unité entre les salariés, tous ensemble dans la rue, avec nos revendications et contre ce gouvernement ; mais aussi l'unité politique, toute la gauche ensemble, tous les partis de gauche ensemble, pour faire front contre les attaques du gouvernement qui remettent en cause les droits élémentaires des salariés.

Ouvrir des perspectives politiques au mouvement social.

On a assisté à quelque chose d'étonnant au début de ce mouvement. Les directions syndicales étaient en retrait par rapport aux salariés et aux étudiants. On a vu à quel point les cheminots sont remontés : en une journée de grève, le taux de participation est encore plus élevé qu'en 1995 ! Ce qui aurait dû encourager les directions syndicales à plus de fermeté envers le gouvernement. Mais au contraire, une partie des directions syndicales ne semblaient pas convaincues du bien fondé des revendications des salariés. « Il doit y avoir réforme des régimes spéciaux » entend-on ; autrement dit, nous sommes prêts à accepter la défaite sur ce point si nous avons des contreparties ; Sarkozy a laissé miroiter dans son intervention télévisée du 29 novembre, sans être très précis, d'éventuelles négociations salariales en y conditionnant les exonérations de cotisations sociales, mais refuse l'idée d'une augmentation générale des salaires. Peut être les directions syndicales ont-elles peur d'un échec sur le terrain social. Il est vrai qu'après une victoire sur le terrain électoral, une victoire de la droite sur le terrain social serait catastrophique pour le salariat, mais ce n'est pas une raison pour renoncer. Les seules batailles qu'on perd complètement, ce sont celles qu'on ne mène pas !

C'est ici que le Parti Socialiste a un rôle à jouer. A nous, socialistes, de nous montrer à la hauteur ! Le Parti Socialiste est le principal parti du salariat. A nous de représenter les intérêts politiques du salariat, surtout quand en face, la droite applique clairement le programme du patronat ! Nous devons être fermes sur le fond. C'est un recul social immense pour les cheminots de perdre leur droit (et non leur privilège) à la retraite à 50 ans. Leurs revendications sont justes et légitimes. Le PS se doit de reprendre les revendications des salariés. Il ne s'agit pas seulement de critiquer la méthode du gouvernement, mais bien le contenu de ces réformes. En refusant d'exiger, au nom du salariat mobilisé, l'abrogation des contre réformes

gouvernementales, la direction de notre parti se coupe un peu plus de sa base politique et électorale ; il refuse d'entrer dans une opposition frontale et politique à ce gouvernement, pendant un conflit social d'une telle importance, alors que les salariés qui ont fait grève attendent beaucoup de nous. Au contraire, le PS doit porter le combat contre le gouvernement, il doit être l'unificateur des mobilisations. Pour qu'enfin la droite perde politiquement, le PS doit être le porteur des revendications des salariés, le porteur de perspectives politiques. Ses dix propositions pour le pouvoir d'achat paraissent décalées tant les attentes du salariat sont immenses

A la manière de...

Par Ernest Simon.

En ces temps de grèves, petit exercice de style fantaisiste, librement pillé d'après un recueil de poèmes de Victor Hugo

*Ils punissent le Rail de dénoncer l'injustice,
D'abolir le profit, le rentier, l'avarice,
Et d'être l'avenir quand ils sont le passé.*

*Ils punissent le Rail, avant-garde salariée,
D'être ce qui devient de plus en plus vivant,
Le grand flambeau profond que n'éteint aucun vent.*

*Donc luttons. Plus que tout. Soyons grands.
Affrontons les bandits conduits par les tyrans.*

*Socialiste, j'ai dit à ce peuple altier et ardent,
A ce peuple indigné de mettre sous sa dent,
L'exigence amoral de l'âpre profit.*

*Déjà en mai, on pouvait dire, plein de dépit,
Que la victoire est grande et le vainqueur est petit.
Quelle vision sombre ! le peuple s'assassine !*

*Offre-t-on au progrès, toujours trop à l'étroit,
Quelque élargissement d'horizon et de route ?*

*Non ; des ruines ; rien. Soit. Quant à moi, je doute
Qu'on soit quitte pour dire au peuple murmurant :
Ce qu'on fait est petit, mais ce qu'on brise est grand.*

*Au nom de la lumière encourager la nuit !
Quand l'obscurité monte, éteindre le flambeau !
... Ils voudraient êtres grands et ne sont que difformes.*

*Au nom de la réforme, on rafle, on vole, on pille.
Peut-être est-il plus beau d'avoir pris la Bastille ?*

Retour sur le combat des cheminots.

Par Jean-François Claudon.

Le mouvement des cheminots pour la défense de leurs régimes spéciaux de retraite a échoué. Seuls quelques dirigeants syndicaux à courte vue peuvent défendre l'idée que les « concessions » arrachées au gouvernement constituent à eux seuls une victoire des travailleurs. D'ailleurs, ces prétendus gains faisaient partie des points que le gouvernement avait prévus, bien avant l'épreuve de force, de « lâcher » pour faire croire qu'il était ouvert au dialogue (aménagement des fins de carrière, augmentation des derniers salaires...). M. Bertrand a beau affirmer que les négociations pourront porter sur tous les points en litige, il reste que l'on discutera de tout, sauf de ce que le secrétaire de la fédération CGT des cheminots, Didier Le Reste, a appelé le « cadre de la réforme », à savoir, les quarante annuités, la décote et la désindexation des pensions par rapport aux salaires... Les négociations qui vont courir, pendant tout le mois de décembre ne pourront donc remettre en cause le « cadre » de la réforme, puisqu'elles s'inscrivent clairement en son sein ! Bref, il n'est pas possible de dire que les négociations à venir ont été ouvertes « sans préalable ». Bien au contraire, le préalable a été de taille : il consiste en l'acceptation de la destruction des régimes spéciaux par les cheminots.

Faut-il imputer cet échec aux cheminots eux-mêmes ? Ont-ils été trop « coulants » avec le gouvernement ? Ont-ils été atteints par le discours médiatique culpabilisateur les présentant comme des privilégiés ou des nantis ? Bien au contraire, leur lutte a été frontale et organisée. Ils ont répondu à la provocation avec les méthodes traditionnelles du mouvement ouvrier, piquets de grève et AG reconduisant la grève. Peut-on faire autrement quand on vous annonce que vos pensions diminueront de plus de 300 euros et que vous perdrez près de 2 mois de pension par an par rapport à la situation qui prévalait jusque là ? La grève a donc été très suivie et a été soutenue par de nombreux salariés. Que sont les quelques milliers de femmes du XVI^e arrondissement et de jeunes militants antigrevés de l'UNI et de l'UMP par rapport aux centaines de milliers de citoyens qui ont défilé dans les rues de Paris et des villes de province, mardi dernier ? Les manifestations du peuple de gauche sont la preuve d'un authentique soutien populaire, bien plus que ne le sont les marches au pas financées par les caisses noires du patronat et que les sondages trafiqués par les classes possédantes. Face à la propagande montant les salariés les uns contre les autres, orchestrée dans tous les médias aux ordres et préparée de longue date, il faut remarquer que « l'opinion publique », pourtant bien peu éclairée par ceux dont c'est le travail, a toujours été du côté des cheminots et des travailleurs en lutte. La volonté des grévistes d'aller « jusqu'au bout » était également évidente lors du retrait des piquets de grève. Que de larmes de la part des travailleurs qui acceptaient les décisions de leurs centrales syndicales, mais qui savaient qu'ils avaient perdu sans mener la bataille qu'ils désiraient ! C'est évidemment là que le bât blesse.

L'échec du mouvement ne s'explique pas par le manque de combativité des cheminots, ni par l'hypothétique opposition de l'opinion publique qu'il aurait suscitée. La vérité est ailleurs.

En réalité, la droite et le gouvernement ont joué un rôle déterminant. Il ne faut pas sous-estimer l'intelligence roublarde du bonhomme. Xavier Bertrand, qui a préparé depuis des lustres son plan de divisions des syndicats, sur la question de la forme et du contenu des négociations. Il savait que les lézardes étaient nombreuses dans le monde syndical en crise, en plein débat sur sa prétention à la représentativité. Jouer Thibault contre Le Reste, CGT face à SUD-Rail... Bertrand est un as dans le domaine ! Il a finalement remporté son duel avec les organisations syndicales de façon relativement facile et cette victoire fragilise déjà le camp du salariat dans son ensemble pour les négociations sur le régime général prévues pour 2008 et qui peuvent aboutir au passage à 42 annuités pour tous... D'ailleurs l'attitude pour le moins conciliatrice de la CFDT, presque inexistante dans les transports, mais bien implantée dans le privé, est un gage pour plus tard !

Les syndicats n'ont pas suffisamment fait leur travail d'explication de la réforme. Ils n'ont pas expliqué que la durée réelle du travail en France ne dépasse pas les 37 ans. Que l'on ne va pas travailler plus, mais que l'on travaillera autant pour ne plus avoir de retraites décentes. Voilà la vérité, valable pour tous les salariés, du public comme du privé ! Encore fallait-il l'expliquer clairement. Seule cette analyse, insistant sur le rapport de force social, pouvait éviter l'écueil qui a été celle du mouvement : le risque d'être perçu comme un mouvement minoritaire, s'arc-boutant sur ses privilèges acquis. L'erreur des directions syndicales a été d'oublier que seules les revendications des « 37, 5 annuités pour tous » et des salaires permettent d'unifier le salariat, et par suite d'établir un rapport de force viable quand on est en train de négocier. Nous ne sommes pas de ceux qui crient à la trahison dès qu'un syndicat négocie au lieu de faire la révolution. En revanche, il était injustifié de proposer des négociations au gouvernement dès le 14 novembre au soir, en appelant déjà plus ou moins explicitement à la reprise du travail. Il fallait au contraire s'appuyer sur la mobilisation importante des cheminots pour exiger le changement du « cadre de la réforme », chère à Didier Le Reste. La négociation n'a d'avantage que lorsque le rapport de force est en votre faveur. Sinon, seule la mobilisation a une chance de faire changer la donne face à un tel gouvernement.

Qu'en est-il pour finir des partis de gauche et plus particulièrement du PS ? Notre parti n'a jamais apporté clairement son soutien à la grève des cheminots. Il n'a eu de cesse d'expliquer que la méthode du gouvernement n'était pas la bonne, mais n'a pas dit ce qu'il aurait fait à la place, tout en affirmant la nécessité de « réformer » les régimes spéciaux. On peut faire mieux comme opposition ! Nous nous battons, avec d'autres, dans les rangs du parti et du MJS, pour qu'enfin la famille socialiste retrouve son camp naturel, celui des salariés de ce pays. D'après le très sérieux Conseil d'Orientation des Retraites, le retour aux 37, 5 annuités pour tous ne coûterait que 0, 8 point de PNB, c'est-à-dire la moitié du coût des cadeaux fiscaux faits aux plus riches pendant l'été. Il faut donc le dire sans complexe : la politique de Sarkozy est une politique de classe en faveur des possédants et elle se paie de la sueur et de la dignité des travailleurs ! Seule l'union de toutes les forces de gauche syndicales, politiques et associatives peut permettre de revenir sur l'inique loi Fillon et de reconquérir notre système de retraites !

**Halte à la répression contre les étudiants !
Les CRS hors des facs !
Comme en 2003 et en 2006, notre Parti doit soutenir le
mouvement étudiant !**

Depuis le 16 novembre, une page vient d'être tournée dans l'histoire de l'enseignement supérieur français : l'Elysée a organisé un plan de reprise des facs bloquées et a appelé les présidents d'université à recourir aux CRS, au nom d'une prétendue « défense de la sécurité des biens et des personnes ».

Alors que le mouvement demandant l'abrogation de la LRU prend de l'ampleur, le gouvernement utilise la répression policière pour étouffer les revendications des étudiants. Un tel comportement est attisé par l'absence de réaction et de soutien de la gauche à ce mouvement. Ce bras de fer initié par la loi Pécresse vise en fait à châtier tous les étudiants, cette génération qui a fait reculer la droite lors de la lutte contre le CPE. Pour ceux qui veulent placer l'université française dans le cadre concurrentiel de la mondialisation et privatiser l'enseignement supérieur, **les militants étudiants et les jeunes syndicalistes sont les premières cibles. A bas la répression antisyndicale !**

Nous appelons l'ensemble des partis de gauche, attachés à la défense des libertés démocratiques -et en premier lieu le parti socialiste- à condamner les mesures de répression et à affirmer leur solidarité avec les étudiants en lutte, confrontés à une violence que ne renierait pas la police gaulliste de 1968!

Lors du mouvement social de novembre 2003, **le Parti socialiste a demandé le retrait du projet de loi de modernisation des universités, projet très semblable à la LRU** et qui visait à instaurer l'autonomie des universités. Les socialistes ont aussi soutenu la lutte de la jeunesse en 2006 contre le CPE, tandis que le MJS s'était mobilisé dans la rue avec toute la jeune gauche syndicale, politique et associative.

Une nouvelle fois, nous devons prendre clairement position, car l'autonomie des universités prépare la privatisation totale de l'université, la casse des diplômes nationaux et des statuts des personnels. Bref, elle annonce à la génération montante que la précarité sera son seul horizon. **Le Parti socialiste doit se prononcer immédiatement pour l'abrogation de la LRU**, qui ne peut qu'aggraver les problèmes des étudiants et de l'université. **Il en va de même pour le MJS, qui a une vraie responsabilité en tant que premier mouvement de jeunes de gauche. Il y a urgence à ce que l'unité se réalise pour l'abrogation de la Loi Pécresse.**

Appel du Comité National pour un Référendum.

L'Offensive Socialiste est partie prenante du Comité National pour un Référendum et appelle tous les jeunes socialistes à se joindre à cette démarche.

Les traités européens ne sont pas des textes neutres. Leur contenu donne un sens à l'Europe qu'ils déterminent. En plus de leur contenu, il faut les replacer dans leur contexte. La période que nous vivons est davantage porteuses de régressions que de progrès. Le TME qu'on nous présente aujourd'hui comme "une relance" pour l'europe est porteur de régressions démocratiques et sociales. De plus l'adoption du TME enterre les résultats du vote du 29 mai 2005 sur le TCE, ce qui s'apparente à un coup d'Etat sur la question de l'Europe et est dans ce sens fondamentalement anti-démocratique.

L'espoir qu'avait fait naître la victoire du "Non" est certes retombé, mais nous ne devons pas pour autant renoncer à la construction d'une europe de progrès. L'Europe Sociale ne doit pas être un vain mot, c'est un combat essentiel dans le cadre de la mondialisation. Cet appel s'inscrit dans ce combat.

Un nouveau traité – dit traité de Lisbonne – vient d'être approuvé par les dirigeants européens suite au rejet du projet de traité constitutionnel refusé majoritairement par les Français et les Néerlandais lors des référendums de mai et juin 2005.

C'est donc à nouveau le suffrage universel qui doit trancher par référendum.

Sur un sujet qui a tant d'influence sur la vie de chacun et l'avenir de la France, l'organisation d'un nouveau référendum est une exigence démocratique majeure pour notre pays. C'est aussi une nécessité pour la construction européenne qui doit être fondée sur l'adhésion des peuples et la souveraineté populaire.

Seule une mobilisation sans précédent des citoyens peut obliger le président de la République à organiser un référendum. Il y sera contraint s'il n'obtient pas, début 2008, 3/5e des suffrages exprimés des parlementaires pour la modification préalable de la Constitution française, nécessaire à la ratification du nouveau traité européen. Ainsi les députés et les sénateurs ont le pouvoir d'imposer le référendum, en votant contre cette révision de notre Constitution.

C'est pourquoi des personnalités diverses, les signataires de différents appels déjà lancés sur ce sujet, ont décidé de rassembler leurs efforts au sein d'un Comité National pour un Référendum.

Nous appelons en urgence toutes celles et tous ceux qui sont attachés à la démocratie et à une Europe fondée sur l'adhésion des peuples, qu'ils soient pour ou contre ce nouveau traité, à nous rejoindre pour empêcher un déni de démocratie et exiger la tenue d'un référendum.

RENDEZ-VOUS DE LA CAMPAGNE

REFERENDUM : UNE EXIGENCE DEMOCRATIQUE

VENDREDI 14 DECEMBRE à 18 heures

ASSEMBLEE NATIONALE 126 Rue de l'université
salle 62 42

REUNION DEBAT avec

JACQUES GENEREUX Président de RENOUVEAU
SOCIALISTE EUROPEEN -Membre du Conseil National du
PS -

MARC DOLEZ Député PS du Nord

GERARD FILOCHE Membre du Conseil National du PS
pour vous inscrire, écrivez-nous à unite_journal@yahoo.fr



EUROPE : ET SI NOUS OSIONS L'UTOPIE ?

Par Gwénaél.

« Lorsqu'on rêve tout seul, ce n'est qu'un rêve alors que lorsqu'on rêve à plusieurs c'est déjà une réalité.

L'utopie partagée, c'est le ressort de l'Histoire »

Depuis 2010 le PSE a fait campagne unie aux élections. Depuis, chaque débat a pris une dimension européenne. Lorsque les géants de l'énergie nucléaire ont été terrassés par la libre concurrence acharnée qu'ils se livraient, les députés ont enfin misé sur la production locale et renouvelable. Le fonds de développement de l'énergie locale a permis de généraliser les constructions économes et les systèmes de production énergétique localisée. Pas à pas, le projet avance.

L'Europe est aujourd'hui, 1er novembre 2014, une puissance internationale qui pèse, en faveur de la paix et de la solidarité, bases de notre internationalisme. Certes, l'Union européenne ne peut accueillir toutes les solidarités du monde. Alors elle met toute son expérience au service de la constitution d'intégrations régionales fortes, démocratiques et solidaires, partout dans le monde. D'ailleurs, les Européens ont enfin compris que, si la Russie ne pouvait plus nous vendre son gaz, le régime de Poutine tomberait ; depuis, les forces démocratiques russes ont repris des couleurs et le Kremlin a été contraint à de larges avancées démocratiques, sous l'œil vigilant des ONG.

Au sein de nos frontières, le pacte fédératif a enfin institué les racines d'un véritable Peuple européen, « uni dans la diversité ». Le principe de subsidiarité jouant à plein, les collectivités locales se sont vu reconnaître le droit d'expérimenter tous les services publics nécessaires au bien être social. Certes, le principe de libre concurrence, cet antique vestige des temps anciens, n'a pas disparu. Mais la santé, l'éducation, l'action sociale, les services publics en réseaux en sont exclus. Car l'économie mixte permet au marché de réguler l'économie, mais aussi au Politique de réguler l'économie.

Et les Etats dans tout ça ? Ils restent un maillon fort de la solidarité. La généralisation d'une sécurité sociale universelle a permis à chacun de profiter de l'expérience des autres. Le modèle de santé français, par exemple, a été repris dans presque chacun des Etats de l'Union. Nos nouvelles haltes garderies, clairement inspirées du modèle scandinave, permettent aujourd'hui un éveil de l'enfant dès son plus jeune âge, dans le respect des rythmes de l'enfant.

D'ailleurs, la prise en compte des besoins sociaux est devenu un élément essentiel du gouvernement économique de l'Union. Le bien être social et le développement des compétences compte pour au moins 50% de notre performance économique. Pour répondre à cet enjeu, l'Indice de Développement Humain a supplanté, en 2012, le PIB comme indicateur de bonne gouvernance. Le 4e sommet de Lisbonne a d'ailleurs entériné les objectifs de progression de l'IDH dans chaque Etat ; sans effort de développement, pas de financement supranational...

Comme le disait Oscar Wilde,

"le progrès n'est que l'accomplissement des utopies. Sommes-nous prêts à partager, à construire ces utopies et, demain, à transformer le réel ? Alors l'avenir commence aujourd'hui".



Ci dessus. Bois-gravé attribué à Ambrose Holbein (éd. de mars 1518)

en bas à gauche : Raphaël Hythlodée montrant « son » île, Utopia, à Thomas More.

Thomas More, Londres, 1418-1535. Humaniste et chancelier du royaume d'Angleterre en 1529, il rédigea Utopie en 1516. Catholique au début de la Réforme, il désavoua Henri VIII lors de son divorce. Disgracié en 1532, il fut exécuté.

Bilan du VIII^e Congrès du MJS

Par Ernest Simon.

Plus de 500 jeunes socialistes se sont réunis près de Bordeaux du 2 au 4 novembre pour le VIII^e congrès du MJS. Temps de fort de la vie de notre mouvement, le congrès permet de définir une ligne politique et de renouveler la direction nationale pour un mandat de deux ans.

Le texte d'orientation proposé par la direction a rassemblé tous les courants et sensibilités. Quelques mois après la terrible défaite aux élections présidentielles et face à une politique gouvernementale agressive, créer les conditions d'une unité d'action des jeunes socialistes est une nécessité.

La ligne politique adoptée est unitaire dans ses grandes lignes mais risque fort d'être bousculée par le rythme et le contenu des mouvements sociaux en préparation. Les jeunes socialistes s'accordent sur la critique du capitalisme financier. Le droit à l'avenir de la jeunesse, défini comme « le devoir pour une société d'assurer un futur meilleur aux générations suivantes », se trouve menacé : plus qu'une crise générationnelle, c'est un des symptômes du fonctionnement destructeur d'un système socio-économique. Pour répondre à la mondialisation libérale, de nouveaux outils de régulation sont à inventer pour développer de nouvelles réponses collectives au besoin des individus et tracer les perspectives d'un développement durable. L'objectif est se lancer dans la « bataille culturelle » pour réactiver le clivage gauche / droite et préparer une union de la gauche.

Mais ces grands principes souffrent de ne pas s'appuyer sur une grille cohérente de compréhension de la société. Le rôle historique de destruction des conquêtes sociales que s'est donnée la droite sarkozyste n'est pas clairement identifié : le processus à l'œuvre constitue une nouvelle étape de cette lutte séculaire entre ceux qui détiennent les moyens de productions et ceux qui vendent leur force de travail.

Par ailleurs, l'absence de mots d'ordre clairs dans le texte d'orientation est la traduction d'une incapacité fondamentale à se positionner sur les mouvements sociaux et institutionnels à l'oeuvre ou en gestation : pas d'avis sur la réforme des universités, pas d'expression de soutien aux grèves sur les retraites, interdiction faite de discuter de l'Europe. De plus, des reculs sont à déplorer comme le refus de défendre la retraite à 60 ans, et le soutien à une retraite par point

(projet défendu par le Modem). Sur cette question, c'est aussi la fragilité intellectuelle d'une partie du MJS qui a pu apparaître, dans la mesure où beaucoup n'arrivaient pas à saisir les enjeux de la question. Cette faiblesse est apparue également au travers du discours d'un membre éminent du bureau national confondant Maurice Barrès et Charles Maurras.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer les recompositions à l'œuvre entre les différents courants à l'occasion de ce congrès. La fusion entre les courants Nouvelle Gauche (NG - proche de Benoît Hamon) et Alternative Socialiste (AS - proche d'Henri Emmanuelli) a donné naissance à un grand courant ultra majoritaire Transformer à Gauche (TàG). TàG ne donne pas l'impression d'avoir trouvé son rythme de fonctionnement. NG semble avoir « gauchisé » son discours en prenant acte de la critique du capitalisme financier mais a, au passage, littéralement avalé ce qui reste d'AS. Razyze Hammadi laisse sa place à Antoine Detourné comme président du MJS. Outre ses qualités oratoires et son aura médiatique, R. Hammadi a su faire du MJS un instrument de lutte dans le cadre du CPE.

Convergence réformiste (proche de Dominique Strauss-Kahn) est ensuite le courant minoritaire le plus structuré sur la base d'une ligne « sociale-démocrate ». Les Jeunes Socialistes pour la Rénovation (JSR - proche d'Arnaud Montebourg), font leur apparition. La cohérence idéologique de ce groupe ne paraît pourtant pas assurée, il ne fut pas rare que les délégués de ce groupe votent sur un même texte « pour », « abstention » et « contre ». La sensibilité Erasme, proche de François Hollande, est apparue en net recul par rapport aux précédents congrès et n'est plus en mesure de jouer de rôle significatif. Notre jeune sensibilité, Offensive Socialiste, a par contre fait des premiers pas remarquables, notamment grâce à une intervention de Julien Guérin sur la nécessité de soutenir les mouvements sociaux. Le débat sur les résolutions a permis également à plusieurs de nos camarades d'intervenir et de faire connaître nos positions.

Au final, malgré un accord sur des grandes lignes politiques, la synthèse semble fragile. Au sortir de ce congrès, les jeunes socialistes ne peuvent se prévaloir d'une plate-forme revendicative qui aurait dû structurer leur action pour les mois à venir.

ELLE EST OÙ, LA GAUCHE?

Par Renaud Chenu.

Tout pouvoir, aussi nul et néfaste soit-il, n'a qu'un seul et véritable souci: l'émergence d'un contre pouvoir qui se pose en alternative et se donne les moyens de le dégager. Sarkozy et son gouvernement sont nuls, inefficaces et incroyablement brouillons. Leur seul véritable programme est de tout faire pour que l'aristocratie de l'ouest parisien s'en mette plein les poches, avec le moins d'entraves possible. Pour cela on leur supprime un paquet d'impôt, on privatise au maximum (oh le pactole des Universités qui s'annonce si les étudiants ne mettent pas un terme à cette supercherie qu'est la LRU!), on détourne le regard du petit peuple poujadiste en flattant sa valeur travail à la con et en emmerdant au maximum tous les sans papiers présents et à venir. Dans quelques mois, ce programme sera mis en application totalement si aucun « tous ensemble » ne le bloque, car l'opposition socialiste ne fait rien pour le contrarier.

Malheureusement, la direction du PS et une bonne partie de son groupe parlementaire ne bougeraient pas le petit doigt pour contrer frontalement un pouvoir élu. Tout ce petit monde fait le dos rond pendant que ceux dont il est censé défendre les intérêts se font bouffer. Car la nomenclature solfêrinienne paraît presque rassurée que la droite s'occupe des régimes spéciaux, ça lui évite de passer pour une bande de blairistes. Sarkozy continue les privatisations de secteurs clefs de l'économie, et motus du côté de la rue Solfêrino. Il est vrai que le gouvernement Jospin n'avait pas fait mieux (en privatisant davantage que Juppé et Balladur réunis). Silence même pas gêné sur la loi Pécresse (c'est Lang qui en a posé les jalons en lançant la réforme des ECTS et du LMD). Un charmant député (PS) de Meurthe-et-Moselle me disait tout innocemment cet été: « *oh, cette loi! C'est une réforme technique, comme toutes les autres!* ». Technique, oui, tout est technique pour un député PS. Les institutions sont une vaste machinerie où chaque ouvrier y travaillant, du Ministre au petit fonctionnaire en passant par le député et le préfet, ne s'occupent que de choses techniques. La France est une grosse horloge et chacun l'huile et la bricole comme il peut, pourvu qu'elle tourne!

La direction de notre parti est désespérante. Tout juste a-t-elle trouvé la force de s'indigner contre l'amendement Mariani, et encore en courant derrière Charlie Hebdo qui a lancé l'offensive, relayé par un Pasqua qui a retrouvé ses meilleurs accents de résistant et un Villepin engagé dans une lutte à mort avec la petite médiocrité qui l'a empêché de réaliser son destin présidentiel. On entend les parlementaires sur le pouvoir d'achat... allez, un effort... ce n'est quand même pas difficile d'exiger que les formidables profits générés par la mondialisation soient équitablement redistribués. Car la France est gagnante dans la mondialisation, qu'on ne s'y trompe pas.

En dehors de ça? Une majorité du Bureau National se prononce pour le TME. Et au nom de quoi? "On ne va pas prendre la responsabilité de mener à nouveau l'europe dans l'impasse..." La classe ! L'Europe nous mène dans l'impasse de toute manière.

Dans l'impasse libérale, dans l'impasse des injustices sociales, dans l'impasse diplomatique. L'Europe n'est plus un projet, c'est un ectoplasme. Arrêtons de nous voiler la face et de nous convaincre en jouant du violon sur la logorrhée « L'Europe c'est la paix, l'Europe c'est l'anéantissement des frontières... » pour justifier que nous ne foncions tête baissée dans les guépriers que nous tend le « marché ». L'Europe, pour beaucoup, ce fut la paix, ce fut l'abolition des frontières, mais c'est aujourd'hui un projet aussi ambitieux que la construction d'un supermarché. Qui parle de l'Europe Sociale ? De cette Europe où le smic européen serait imposé à tous. De cette Europe où l'impôt serait harmonisé ? De cette Europe où les enfants pourraient suivre des étapes de leur scolarité dans d'autres pays, pour que le lien entre les peuples et les cultures se fasse dès l'enfance, au moment où tout se décide ? De cette Europe qui n'ait pas peur des autres et ne deale pas avec le Maroc, la Lybie, la Georgie et d'autres pour construire des camps de rétention sur leurs sols et contenir l'immigration à la source ? De cette Europe qui construirait des TGV de Londres à Lisbonne, de Brest à Saint Petersburg, d'Oslo à Athènes? De cette Europe à laquelle on soit fier d'appartenir ? Qu'on ne nous fasse pas le coup de « vous êtes anti-européens, vous voulez bloquer la construction de l'europe, vous êtes sur la même longueur d'onde que de Villiers et gnagna et gna gna gna. » Les contempteurs du libéralisme et alliés objectifs de Sarkozy sur la scène intérieure comme sur la scène européenne n'ont de leçon de socialisme à donner à personne. Nous sommes pour une Europe des peuples, laïque, sociale et démocratique, point. Nous ne renonçons pas à nos convictions, contrairement à ceux qui se réclament de la gauche en se coulant dans la fange d'une europe policière, ultra-libérale, qui ne fait plus le lit de la paix, mais bien celui des extrêmes par les frustrations qu'elle génère et explique la remontée des nationalismes partout en europe, dont la Belgique, Etat capitale de l'Europe, donne un exemple alarmant aujourd'hui. La construction d'une autre Europe commence par l'exigence d'un référendum sur le TME.

Sarkozy est tranquille. Son gouvernement est pitoyable et lui n'a d'autre envergure que celle brodée par des médias serviles. Sarkozy est tranquille. La stratosphère de notre parti est occupée comme d'habitude à ses joutes de bretteurs où chacun s'exerce à tuer celui qui pourrait lui faire de l'ombre... Sarkozy est tranquille, l'opposition ne cherche pas à se positionner comme alternative... DSK tutoie les étoiles, Ségolène virevolte dans ses abstractions évanescences, sa « plus belle histoire, c'est [nous] » (on ne peut pas en dire autant...), François se cherche une porte se sortie... Y'a que le Vélib' qui nous sauve... Pédalez camarades, la vigueur du socialisme est désormais dans vos cuisses !

Non, j'exagère, il n'y a pas que le Vélib' qui nous porte : nous avons nos convictions, notre volonté de regrouper sur une ligne clairement à gauche et internationaliste, notre envie d'en découdre avec la droite, notre désir de transformer les aspirations du salariat en programme politique de toute la gauche, unie contre la droite. Le PS doit se resaisir et être porteur de perspectives politiques. Il doit jouer son véritable rôle : représenter les aspirations du salariat et transformer la société

Difficile de dire où va la PS, facile de dire d'où il vient !

Non, le débat sur la « nature » du Parti socialiste n'a pas encore été tranché par l'histoire ! La parole officielle du parti et les gauchistes ont beau insister sur le choix du réformisme et de l'acceptation de l'économie de marché, il reste que des générations de militants n'ont jamais accepté ce prétendu état de fait. L'histoire de notre parti, c'est précisément la lutte entre ceux qui veulent détruire le contenu révolutionnaire du socialisme et ceux qui pensent qu'en l'occultant, le socialisme se nie lui-même. Le parti de Jaurès nous appartient, il n'est pas propriété des caciques et des sociaux-libéraux ! Nous sommes les héritiers de tous les militants qui, parfois en dépit de sa direction, n'ont cessé de lutter en son sein pour rompre avec la société capitaliste et ses partis, pour transformer en profondeur la société !

Extraits choisis de cet héritage que nous portons en nous.

Par Jean-François Claudon.

« Le parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution ».

Déclaration de principe du Congrès d'Unité de 1905

« Le Parti était un parti de recrutement aussi large que possible et pour une raison bien simple, c'est que, comme le disaient Marx et Engels dans Le Manifeste communiste, en l'appliquant au vrai Parti communiste, au Parti communiste d'autrefois, le socialisme n'est pas un parti en face d'autres partis. Il est la classe ouvrière toute entière. Son objet, c'est de rassembler, par leur communauté de classe, les travailleurs de tous les pays. [...] J'ajoute en ce qui me concerne personnellement, que je ne connais pas deux espèces de socialisme, dont l'un serait révolutionnaire et dont l'autre ne le serait pas. Je ne connais qu'un socialisme, le socialisme révolutionnaire, puisque le socialisme est un mouvement d'idées et d'action qui mène à une transformation totale du régime de la propriété, et que la révolution, c'est, par définition, cette transformation même ».

Intervention de Léon Blum, Congrès de Tours, 27 décembre 1920

« Réforme ou révolution ? J'ai envie de dire - qu'on ne m'accuse pas de démagogie, ce serait facile dans ce congrès- oui, révolution. Et je voudrais tout de suite préciser, parce que je ne veux pas mentir ma pensée profonde, que pour moi, sans jouer sur les mots, la lutte de chaque jour pour la réforme catégorique des structures peut être de nature révolutionnaire. Celui qui n'accepte pas la rupture -la méthode, cela passe ensuite-, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire..., avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste ».

Intervention de François Mitterrand, Congrès d'Epinais, 13 juin 1971

« La véritable question posée à ce parti est de savoir s'il sera l'animateur de cette expérience concrète, collective et quotidienne, s'il sera un parti de luttes sociales, enraciné dans les couches populaires, capable de les entendre et de se faire entendre d'elles. Sera-t-il, en bref, pour employer la vieille terminologie qui a toujours tout son sens, "un parti de lutte de classe"? Si oui, rien n'est assuré, camarades, mais tout est possible. Sinon, il n'y a que la morne décadence qui nous conduira, un jour ou l'autre, à n'être que la caution de gauche du régime actuel, qui nous conduira vers toutes les combinaisons, et, dans un premier temps, à être le ballon d'oxygène du centrisme moribond ».

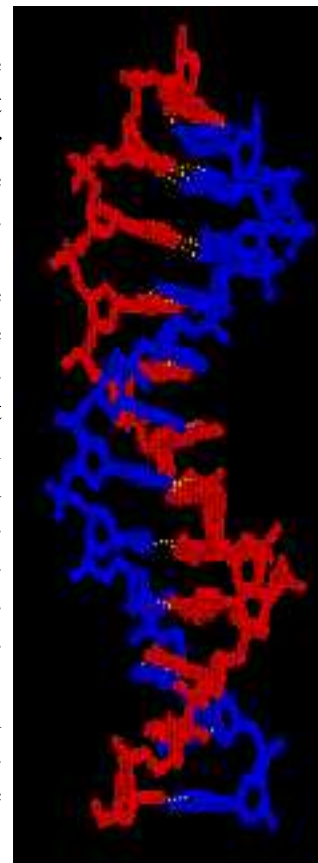
Intervention de Jean Poperen, Congrès d'Epinais, 12 juin 1971

ADHaine.

Encore une nouvelle loi sur l'immigration, cela fait déjà cinq en quatre ans, mais cette fois-ci le gouvernement n'y va pas de main morte en nous dotant d'une loi profondément réactionnaire. Après avoir seriné sur tous les toits que dorénavant il ne fallait plus subir l'immigration mais plutôt choisir les immigrés « dignes » de vivre en France. La majorité gouvernementale met la génétique au service de la répression, en instaurant des tests ADN pour justifier le regroupement familial d'immigrés.

Cet amendement bien que scandaleux d'un point de vue éthique (depuis quand une famille se définit en termes génétiques !), s'inscrit plus largement dans un contexte de suspicion généralisée des étrangers, menaçant soit disant le vivre ensemble. Rappelons nous ici toutes les thèses frontistes, expliquant que ces mêmes immigrés sont responsables de tous les maux de notre société. **Mais cette loi Hortefeux** est tout aussi scandaleuse lorsqu'elle met en place une politique de gestion de l'immigration de plus en plus favorable au patronat. En effet, elle va favoriser la gestion des salariés par les entreprises, en leur fournissant une main d'œuvre bon marché et peu regardante sur ses droits. Cela passe par la suppression de l'interdiction d'introduire des travailleurs étrangers sous contrat d'intérim ou par la possibilité offerte aux grands groupes internationaux de faciliter le détachement de salariés étrangers.

L'immigration choisie de Sarkozy c'est : « Viens te faire exploiter quelques jours en France, je te paierai comme dans ton pays d'origine ! » (Bizarre, ça sent le déjà vu : vous avez dit directive Bolkestien...), ou encore : « Surtout ne viens pas en famille ça coûte trop cher à notre pauvre économie... en faillite ! »



Les caisses noires de l'UIMM toujours en activité ?

Voilà bientôt plus de soixante dix jours que l'enquête préliminaire de l'argent sale de l'UIMM a été rendue publique. Bien difficile est de savoir où sont partis ces millions d'euros, et pour cause ! Mme Dati tout occupée à réformer la carte judiciaire aurait-elle simplement oublié d'ouvrir une enquête judiciaire ? Pour seule réponse, nous avons entendu par la voix de Mme Parisot (Présidente du Medef) : « S'il y a des pratiques qu'il faut abandonner, on va les abandonner. ».

Excusez-nous du peu : on détourne plus de 600 millions d'euros et que l'on détourne de l'argent de la santé des salariés pour financer les comités locaux du Medef, dans un but évident de casser les grèves et d'empêcher ces mêmes salariés d'obtenir une juste redistribution des richesses ! Il ne s'agit plus de simples pratiques ! Ce n'est même pas un acte de délinquance isolé, cela s'appelle un hold-up sciemment organisé !

Cette « omerta » n'est-elle pas une nouvelle preuve de l'utilité de ces caisses noires pour le patronat ? Allant main dans la main avec le gouvernement Sarko-Atlantiste détruire les acquis sociaux et museler les revendications par tous les moyens anti-démocratiques à leur disposition...

OFFENSIVE SOCIALISTE

Comité de Rédaction d'UNITÉ

- | | |
|----------------------------|-----------------------------|
| Laure Jiquot (75) | Thomas Chavigne (31) |
| Jean-François Claudon (75) | Emilie Leblong-Masclot (35) |
| Julien Guérin (43) | David Torres (75) |
| Laurent Johanny (94) | Tunjaï Cilgi (64) |
| Renaud Chenu (55) | Yoann Rouvière (43) |
| Ernest Simon (44) | |

Numéro 7, décembre 2007

adresse e-mail:

unite_journal@yahoo.fr

Articles et anciens numéros en ligne sur:

www.democratie-socialisme.org/

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.